

Déplacement des Palestiniens de Gaza : comment Donald Trump met l'Égypte et la Jordanie sous pression

La Jordanie et l'Égypte rejettent officiellement toute relocalisation des Palestiniens de Gaza, comme le préconise Donald Trump. Mais face à la pression américaine, leur marge de manœuvre est fragile et le risque de déstabilisation élevé.

Par Léo Aguesse

Le 12 février 2025 à 16h41

Abonnés Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article.



Washington, le 11 février 2025. Le président américain Donald Trump a reçu le roi Abdallah II de Jordanie à la Maison Blanche. Reuters/Nathan Howard

🗨 Réagir

📌 Enregistrer

Écouter l'article

00:00/00:00

Ses mains sont crispées et ses yeux agités d'un tic nerveux extrême. [Face à Donald Trump](#), dans le bureau Ovale de la Maison Blanche, le roi de Jordanie Abdallah II ne semble pas à son aise. Les journalistes l'interpellent à plusieurs reprises : le royaume hachémite est-il prêt à accueillir l'essentiel des habitants de la bande de Gaza dévastée ? Devant les caméras, le souverain esquive les questions, se gardant bien d'aborder frontalement [le plan largement décrié de développement immobilier](#) de l'enclave côtière agité par le président américain.

L'entrevue terminée, Abdallah II réaffirme [la position officielle des pays arabes](#), à savoir une « ferme opposition » au déplacement de la population palestinienne de Gaza et de Cisjordanie. Cette ligne directrice, également confirmée mardi par le président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi puis saluée par le Hamas mercredi, n'effraie pas Donald Trump, lequel a prédit de

« grands progrès » dans les discussions tant avec la Jordanie qu'avec l'Égypte, se disant persuadé « à 99 % » d'arriver à un compromis avec Le Caire pour placer le territoire palestinien « sous contrôle américain », sans expliquer de quelle manière.

À lire aussi « J'ai peur que son plan se concrétise » : à Gaza, entre rejet et crainte après les propos de Donald Trump

« Trump y va franco quitte à violer les usages [et les règles internationales](#), à forcer au transfert de population. C'est une nouvelle manière de gérer le monde, considéré comme une jungle, qui implique ici une vraie menace pour les régimes de la Jordanie et de l'Égypte », note Antoine Basbous, politologue associé chez Forward Global et directeur de l'Observatoire des pays arabes. Lundi, le président américain a menacé de couper les vannes financières, avant d'adopter le lendemain un ton plus conciliant. « Je pense qu'on est au-dessus de cela », s'est-il persuadé, indiquant compter sur le « bon cœur » de ses alliés arabes.

En dépit de leur fermeté affichée, Amman et Le Caire n'en demeurent pas moins conscients de leur vulnérabilité face aux États-Unis, bailleur principal qui leur fournit respectivement chaque année 1,4 et 1,3 milliard de dollars d'aide économique et militaire. « La suspension de ce soutien serait dramatique pour la Jordanie, qui ne dispose d'aucune ressource, ainsi que pour l'Égypte, en crise économique profonde », observe David Rigoulet-Roze, chercheur associé à l'IRIS et spécialiste du Moyen-Orient.

Menace de déstabilisation

Le péril de ces deux nations n'est pas seulement économique, mais aussi sécuritaire. À la Maison Blanche, Abdallah II a insisté sur son engagement pour la « stabilité » et le « bien-être des Jordaniens », une allusion aux années de tensions voire d'affrontements armés qui, dans le contexte du conflit israélo-palestinien, ont marqué l'histoire du royaume jordanien dont la moitié des 11 millions d'habitants sont d'origine palestinienne depuis les exodes de 1948 et 1967.

« À court terme, une arrivée de Palestiniens aurait bien sûr des conséquences humanitaires, et à plus long terme des conséquences politiques, puisque cela risquerait de renforcer encore plus le déséquilibre démographique qui caractérise la Jordanie », estime Camille Abescat, spécialiste de la Jordanie et chercheuse post-doctorante à l'université Sant'Anna de Pise. Le royaume se souvient douloureusement du « Septembre noir », la guérilla palestinienne violemment réprimée par le pouvoir en 1970, qui avait fait des milliers de morts.

À lire aussi « Un doigt d'honneur au droit international » : les États-Unis peuvent-ils « prendre le contrôle » de la bande de Gaza ?

Pour le régime égyptien, les Palestiniens de Gaza représentent aussi une menace de déstabilisation. Le Hamas est issu du mouvement des [Frères musulmans](#), né en Égypte où il demeure enraciné malgré la répression. Le Sinaï, où Trump entend construire de « magnifiques communautés » est un « véritable trou noir sécuritaire où se déroule une guerre larvée depuis 20 ans », rappelle David Rigoulet-Roze. Dans ce sens, les arrivants palestiniens seraient perçus comme « une force de déstabilisation, prompt à s'associer avec les Frères musulmans pour attaquer le régime égyptien », analyse Antoine Basbous.

Newsletter L'essentiel du matin

Un tour de l'actualité pour commencer la journée



[Inscrit](#) [Toutes les newsletters](#)

Malgré cela, les gouvernements égyptiens et jordaniens sont-ils seulement en mesure de résister à la contrainte de Washington ? Abdallah II « doit trouver un moyen de dire non à Trump avec élégance et d'une manière qui ne porte pas fondamentalement atteinte à ses relations bilatérales », a expliqué Aaron David Miller, ancien négociateur du département d'État Américain, au [Washington Post](#). Le royaume hachémite dispose de plusieurs leviers, comme la présence d'intérêts militaires américains sur son sol. D'après Jean-Paul Ghoneim, ex-diplomate en Jordanie, Amman pourrait aussi, comme l'Égypte,

« compenser un arrêt des aides américaines en faisant appel aux pays du Golfe comme l'Arabie saoudite, les Émirats ou le Qatar ».

[Voir tous les commentaires](#)

Guerre au Proche-Orient >



« Un jeu de dupes, où chacun montre les muscles » : pourquoi la trêve entre Israël et le Hamas ne tient qu'à un fil **P**



Sciences-po ne prendra pas position sur la guerre au Proche-Orient **P**



Trêve à Gaza : le Qatar et l'Égypte s'emploient à résoudre la crise liée à l'accord de cessez-le-feu

Notre sélection



Récit

Meurtre de Louise : comment l'enquête s'est resserrée sur Owen L., un suspect décrit comme « violent et perturbé » P



Gabriel Attal, la mauvaise passe : « Il est perdu, fait tout et son contraire » P



Volodymyr Zelensky prêt à échanger des territoires avec une Russie opposée à l'idée... déjà la dernière carte de l'Ukraine ?

Nos abonnés ont lu ensuite



Meurtre de Louise : que risquent les proches d'Owen L., soupçonnés de « non-dénonciation de crime » ? P



Info Le Parisien

Meurtre de Louise, 11 ans : le suspect, Owen L., est passé aux aveux



Récit

« Elle ne savait pas ce qui se tramait » : le rôle trouble de Shana dans l'enlèvement du cofondateur de Ledger 

« Je veux juste retrouver les miens » : les mots de Serge Atlaoui dont la peine de mort prononcée en Indonésie a été commuée en 30 ans de réclusion

Exclusif

Où s'installer à Boulogne-Billancourt ? Immobilier, commerces, transports... Notre classement exclusif quartier par quartier 

Tchat

DIRECT. PSG : « La piste Lucas Chevalier est étudiée très sérieusement, ce qui explique pourquoi Donnarumma n'a toujours pas prolongé »